

Communiqué de presse

Berne, le 11 février 2020

Le NON à l'initiative de limitation est un OUI à l'emploi

L'Union suisse des arts et métiers usam salue le fait que le Conseil fédéral rejette l'initiative « Pour une immigration modérée (initiative de limitation) ». La prospérité de la Suisse repose sur l'ouverture économique. La libre circulation des personnes revêt une importance capitale pour l'économie et la sauvegarde de l'emploi. Elle permet aux entreprises de puiser, avec souplesse et sans trop de contraintes administratives, dans un large bassin européen de travailleurs.

L'initiative contre l'immigration de masse est en pleine phase de mise en œuvre. L'exploitation du potentiel indigène devient un objectif important de la politique du marché du travail. Toutefois, ces mesures ne peuvent remplacer la main-d'œuvre étrangère. Même en épuisant au maximum le potentiel offert par les travailleurs en Suisse, l'économie et les PME en particulier resteront toujours tributaires d'une main-d'œuvre qualifiée venant de l'étranger. Au cours des prochaines années, les personnes qui quitteront le marché du travail seront plus nombreuses que celles qui entreront sur le marché du travail. La pénurie de main-d'œuvre va donc encore s'accroître.

La libre circulation des personnes fait partie intégrante des accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE, qui garantissent aux entreprises suisses l'accès au marché européen. Si l'accord sur la libre circulation des personnes est dénoncé à la suite de l'adoption de l'initiative de limitation, l'ensemble de la série d'accords bilatéraux avec l'UE sera remis en question et les entreprises suisses seront pénalisées en matière d'accès au marché européen.

Renseignements complémentaires

Hans-Ulrich Bigler, directeur, tél. 031 380 14 14, mobile 079 285 47 09

Dieter Kläy, responsable du dossier, tél. 031 380 14 45, mobile 079 207 63 22

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 500 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays.